

# Nouveau coup dur pour le projet de Stade national

**La province du Brabant flamand a rejeté la demande de permis d'environnement introduite par Ghelamco. En cause, des problèmes de mobilité et de pollution.**

**JEAN-PAUL BOMBAERTS**

Nouveau rebondissement dans le dossier du Stade national, censé accueillir des matches de l'Euro 2020. La députation du Brabant flamand a décidé jeudi de rejeter la demande de permis d'environnement introduite par Ghelamco Invest pour l'exploitation du stade, prévu sur le parking C à Grimbergen. L'autorité provinciale redoute deux choses: une aggravation des embouteillages sur le ring de Bruxelles et une augmentation de la pollution de l'air.

## Ghelamco en appel

Ghelamco a annoncé qu'il faisait appel de cette décision, comme il l'avait déjà fait du reste face au refus de la commune de Grimbergen d'accorder un permis de bâtir. Le développeur du projet note que la mobilité fait partie «d'une étude d'incidence sur l'environnement (EIE) déjà validée par le gouvernement flamand le 27 octobre 2016». Ghelamco a rédigé une convention de mobilité en collaboration avec l'administration fla-

mande. Cette convention – qui assure une meilleure intégration au sein de l'environnement – se trouve depuis un moment déjà sur la table du gouvernement flamand.

C'est aussi le gouvernement flamand, plus précisément la ministre CD & V Joke Schauvliege, en charge de l'Environnement, qui devra trancher la procédure d'appel de Ghelamco. Elle a cinq mois pour le faire. Et encore, ce délai n'est pas contraignant... Or il nous revient des milieux des entrepreneurs que si les travaux ne démarrent pas avant fin 2017 – et encore au pas de course – il ne sera pas possible de fournir un stade prêt pour l'Euro 2020.

Autre problème, le ministre flamand de l'Aménagement du Territoire, Ben Weyts (N-VA), a déjà fait savoir fin mars qu'il refuse de vendre les terrains nécessaires à l'aménagement des voies d'accès du stade. Bref, cela commence à sentir le roussi.

## Le projet est-il mort?

Alain Courtois, échevin MR de la Ville de Bruxelles et président du comité Euro Brussels 2020, n'entend pourtant pas céder au découragement: «La députation permanente constate que c'est un bon dossier, mais demande qu'il y ait un covenant avec l'administration flamande au sujet de la mobilité. Je pense comprendre qu'il y

a des réunions en cours concernant cet aspect de mobilité, qui était d'ailleurs le point fort du dossier Ghelamco. Nous respectons les procédures flamandes. La Ville de Bruxelles n'a rien à voir là-dedans pour l'instant.»

Quant au président de la Fédération belge de football, François De Keersmaecker, il met en garde: «La construction de l'Eurostadium est indispensable pour permettre au football belge de se développer de manière durable. Si le projet ne se réalise pas, une fois que le stade roi Baudouin aura été détruit, nous ne disposerons plus d'un lieu suffisamment vaste pour pouvoir accueillir les Diables Rouges.»

Chez les Verts en revanche, on considère que le projet est «mort». «C'est un cas d'école de vieille culture politique qui profite d'abord à quelques politiciens et à des promoteurs immobiliers», estime le député bruxellois Arnaud Verstraete (Groen). Il plaide pour une nouvelle infrastructure sur le site du stade Roi Baudouin et une Cité des Sports au Heysel.

**«La députation permanente constate que c'est un bon dossier.»**

**ALAIN COURTOIS**  
PRÉSIDENT DU COMITÉ EURO  
BRUSSELS 2020